

Pour les petits porteurs de fonds russes, les Soviets sont prêts à causer. Poincaré refuse

Christian Rakovsky

Source : « L'Humanité », samedi 3 mai 1924, p.1. Notes MIA

Londres, 1^{er} mai – De notre correspondant particulier.

La question de la reprise des relations économiques et politiques avec la Russie des Soviets a pour la France une importance particulière. Elle intéresse des milliers et des milliers de Français petits porteurs des emprunts tsaristes.

La présence à Londres de notre camarade Rakovsky, adjoint au Commissaire aux Affaires étrangères de l'URSS, et chef de la délégation soviétique à la conférence de Londres¹, constituait une occasion unique d'avoir une opinion russe autorisée sur la question.

La politique de Poincaré a compromis les intérêts des petits porteurs

— Quelle est votre opinion sur le discours de Poincaré en réponse à l'interpellation du sénateur de Monzie² ?

— Le président du Conseil avait évidemment en vue les élections prochaines. Toute sa réponse le prouve. Il plaide la défense *pro domo sua* pour le cas où les électeurs français demanderaient des comptes au Gouvernement sur ce qu'il a fait pour la reprise des rapports normaux entre la Russie et la France. L'insistance avec laquelle M. Poincaré parle des intérêts des petits porteurs français le démontre clairement. Comme la politique du Gouvernement français ne leur a rien apporté de positif, M. Poincaré, en devançant leurs reproches, s'efforce à la veille des élections de faire retomber la responsabilité sur nous. « Si ma politique a été infructueuse, a-t-il dit, ce n'est pas ma faute, mais celle de l'intransigeance des bolcheviks ».

En est-il réellement ainsi ? Sommes-nous responsables du fait que les petits porteurs n'ont rien reçu jusqu'à présent ? Qu'on se rappelle un passage extrêmement important de notre Mémoire présenté le 11 mai 1922 à la Conférence de Gênes³. Notre Mémoire devient extrêmement significatif dans les

1 La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

2 Monzie, Anatole de (1876-1947), homme politique français. Maire de Cahors (1919-1942), sénateur, député et plusieurs fois ministre. Président de la commission parlementaire des Affaires russes (1924-1927), partisan de la reconnaissance de l'URSS. En 1940 vote les pleins pouvoirs à Pétain.

3 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Cette conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la

circonstances actuelles. Je cite textuellement :

« Les États intéressés, ayant concentré tous leurs soucis sur le petit groupe des capitalistes étrangers, et manifestant une incompréhensible intransigeance doctrinaire, ont sacrifié les intérêts de la masse des petits porteurs de fonds russes et ceux des petits propriétaires dont les propriétés ont été nationalisées ou séquestrées en Russie, qui devraient, selon les intentions du gouvernement russe, joindre cette catégorie des prétentions que lui, gouvernement russe, était prêt à reconnaître comme étant justes. La délégation russe ne peut s'empêcher d'exprimer son étonnement du fait qu'un État comme la France, comptant le plus grand nombre de petits porteurs de fonds russes, a manifesté la plus grande ténacité en ce qui concerne la question de la restitution de la propriété, sacrifiant ainsi les intérêts des petits porteurs à ceux de quelques groupes exigeant la restitution de la propriété. »

Poincaré défend les intérêts des gros industriels au détriment des petits porteurs

— Si, d'autre part, vous relisez nos notes diplomatiques rédigées avant la Conférence de Gênes, vous verrez que nous y avons souligné à plusieurs reprises notre disposition particulièrement favorable envers les petits porteurs. Mais, alors que nous disions qu'ils méritaient d'être considérés avec un intérêt spécial, on nous répondait : « Ils nous intéressent peu ; ce qui nous intéresse le plus, c'est la restitution des usines et des fabriques nationalisées à leurs anciens propriétaires ».

C'est autour de cette question que s'est livré le combat à Gênes. À la tête de cette campagne, dirigée contre nous, se trouvait la Délégation française dont l'inspirateur était M. Poincaré, porte-parole du Bloc National.⁴

Poincaré s'est toujours opposé à la reprise des relations commerciales franco-russes

— Le gouvernement français n'a-t-il pas changé son attitude envers la Russie ?

— Avant d'arriver au pouvoir, M. Poincaré dans son article bien connu, paru dans la « *Revue des Deux Mondes* », a exprimé l'opinion que les citoyens français devaient s'efforcer de reprendre le commerce avec la Russie, mais à leurs risques et périls. M. Poincaré s'arrêtait à ce désir platonique ; bien plus, toute sa politique avait pour but de briser les rapports commerciaux qui, avec peine, avaient été établis par quelques représentants de l'industrie et du commerce français.

On ne pouvait pas s'attendre à ce que nous nous montrions bienveillants envers les commerçants d'un pays dont le gouvernement menait contre nous une politique d'agression active. On ne pouvait pas s'attendre à ce que nous payions – sous quelque forme que ce soit – des dettes dont le paiement serait employé par le gouvernement français ou par la Bourse française à armer nos ennemis. Aussi bien pendant qu'après les années d'intervention, le gouvernement soviétique s'est heurté partout aux intrigues de la diplomatie française contre nous. À Varsovie ou à Bucarest, à Prague ou à Belgrade, à Londres comme à Rome, partout, nous avons rencontré la diplomatie française contre nous. Ce n'est pas par un pur hasard que ce soient précisément les États européens qui se trouvent dans l'orbite de l'influence politique française qui ne nous ont pas encore reconnus.

Et lorsque la politique française dirigée contre la reconnaissance de l'URSS eut échoué en Europe, M. Poincaré se mit à chercher des alliés contre nous au-delà de l'Océan. Cet allié, il l'a trouvé en la personne de [M. Hughes](#), le ministre américain le plus hostile à l'Union soviétique.

On connaît les tentatives de la presse française à la veille de la reconnaissance de l'URSS par l'Angleterre pour empêcher cet événement. Le gouvernement français agissait dans le même esprit que

Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers.

4 Le « Bloc national républicain », était une coalition de partis bourgeois réactionnaires dont le chef de file était Georges Clemenceau. Cette coalition dirigea la France entre 1919 et 1924.

sa presse. M. Poincaré a lu lui-même au Sénat la note qu'il avait adressée au gouvernement anglais, et dans laquelle il cherche à vicier le fait de la reconnaissance de l'URSS par l'Angleterre en niant même le droit de l'Union soviétique de s'appeler un État ! On connaît également la tentative française de prendre part aux négociations anglo-soviétiques, et de faire de Londres un second Gênes.

La question de la Bessarabie et l'alliance franco-roumaine

— Alors, comment comprenez-vous la déclaration de M. Poincaré à la fin de son discours au Sénat « *qu'il s'est gardé de prononcer un mot qui puisse désobliger le peuple russe* » ?

— Nous préférons les actes aux paroles. Et les actes de M. Poincaré disent le contraire de ses paroles. Toutes les assurances que peut donner M. Poincaré de ses sympathies pour les peuples de l'URSS sont controuvées par le fait de la ratification de la Bessarabie⁵, qui a provoqué une indignation générale parmi les masses ouvrières de l'Union. C'est non seulement une immixtion inadmissible dans une question dans laquelle le gouvernement français n'a rien à voir directement ou indirectement, mais c'est en même temps un défi lancé à un peuple révolutionnaire, lequel ne peut admettre que le territoire lui appartenant soit distribué par les États impérialistes comme le territoire d'un mandat africain. Le ministre républicain Poincaré n'a pas hésité une minute à prendre le parti des boyards roumains qui avaient accaparé la Bessarabie par la fraude et la violence, avec l'aide du général Mackensen !⁶

— Croyez-vous que les bruits concernant la conclusion d'une alliance militaire franco-roumaine, en vertu de laquelle la France garantirait par les armes l'occupation roumaine de la Bessarabie, soient vraisemblables ?

— Je ne connais pas les secrets des chancelleries. Mais il n'y a rien dans ces bruits qui puisse nous étonner. Ce n'est pas la première fois que la France soutient nos ennemis contre nous en leur donnant de l'argent et des armes. Cette politique qui vise à transformer l'Europe en un vaste camp retranché porte avant tout atteinte aux intérêts du peuple français obligé à payer des impôts considérables pour soutenir la politique militariste de son gouvernement ; mais le fait est que cette politique se trouve en accord avec la politique générale de la France après la guerre impérialiste.

La vraie figure de « l'allié » roumain : il se vend au plus offrant

D'autre part, ce n'est pas la première fois que le gouvernement roumain profite de l'attitude hostile du gouvernement français envers la Russie des Soviets pour obtenir quelques centaines de millions pour ses armements. Déjà, après la Conférence de Gênes, pendant laquelle la délégation roumaine s'obstinait à répandre des bruits sur l'avance de l'armée rouge sur le Dniestr, M. Bratiano⁷ a reçu, en passant à Paris, un emprunt pour des armements. À présent, c'est encore la même chose.

Immédiatement après la Conférence de Vienne, la presse roumaine et ses confrères de l'étranger ont repris la même légende. Et de nouveau plusieurs centaines de millions passeront dans les portemonnaie des boyards roumains pour de nouveaux armements. La diplomatie roumaine, qui a hérité de toutes les traditions de la diplomatie byzantine, sait profiter de toutes les circonstances pour faire ses affaires. Elle se conduit en véritable maître-chanteur. Deux ans durant depuis la déclaration de la guerre, elle a fait du chantage auprès des Alliés, jusqu'à ce qu'elle obtienne d'eux d'immenses

5 Il s'agit du « *Protocole sur le traité d'unification de la Bessarabie avec la Roumanie* » signé le 28 octobre à Paris par les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et du Japon, d'une part, et de la Roumanie, d'autre part, qui sanctionnait l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie opérée en mars 1918.

6 Mackensen, August von (1849-1945), maréchal allemand. Pendant la Première guerre mondiale, joue un rôle actif dans les défaites russes de 1914 et 1915. Maréchal en 1915, il dirige les opérations militaires contre la Serbie et la Roumanie. Commandant en Chef des forces de la Quadruple Alliance dans les Balkans en 1918.

7 Bratianu, Ion (1864-1927), dirigeant du Parti libéral et homme d'État roumain. Président du Conseil des ministres du royaume de Roumanie à cinq reprises entre 1910 et 1927.

concessions territoriales, non seulement aux dépens des ex-ennemis hongrois et bulgares, mais aussi aux dépens des Serbes et des Russes.

Moins de deux mois après l'entrée en guerre de la Roumanie, M. Bratiano menaçait ouvertement les Alliés d'une conclusion de paix séparée avec l'Allemagne. Il se trouve dans nos archives un télégramme de l'ambassadeur russe à Bucarest, Kozel-Poklevski, par lequel ce dernier transmettait cette menace de Bratiano.

Les archives roumaines, et notamment celles de M. Bratiano, qui se trouvent toutes chez nous, contiennent des preuves étonnantes de la double politique de la Roumanie, qui a réussi à obtenir des Allemands la Bessarabie, et des Alliés la Transylvanie, la Bukovine et la ratification de l'annexion de la Bessarabie. Au début de la guerre impérialiste, l'état-major roumain élaborait, en même temps, deux variantes qui devaient être employées suivant l'issue des premières batailles : une variante d'offensive contre la Russie et une variante d'offensive contre l'Autriche-Hongrie. La première fut élaborée par le cousin de Bratiano, le commandant Rossetit ; la seconde par le général Averesco.

Les perspectives des relations franco-russes

— Quelles sont les perspectives des relations franco-russes ?

— Elles dépendent entièrement du gouvernement français. Ce n'est pas nous qui sommes l'obstacle à la reprise des relations normales avec la France. C'est le gouvernement français qui ne veut pas encore comprendre que l'amitié des peuples de l'Union a une importance, indépendamment de telle ou telle attitude de notre part sur la question de la propriété privée. Non seulement les masses ouvrières, mais aussi les milieux commerçants et industriels français, intéressés au commerce et aux concessions, s'aperçoivent déjà que la politique poursuivie à Gênes et à La Haye, politique qui ne veut pas respecter les droits de l'Union, a définitivement échoué. Il ne peut leur être indifférent que nous rétablissions la prospérité de la Russie dans le domaine politique et économique, en collaboration avec la France ou malgré tous les obstacles que soulève le gouvernement français. Que ce soit en collaboration, et ce sera mener à la consolidation de la paix internationale et à la libération de la France elle-même du joug du militarisme. Que ce soit malgré elle, et ce sera conduire à de nouveaux conflits et à la ruine non seulement des peuples de l'Union mais du peuple français lui-même.

Vers le succès des négociations anglo-soviétiques

— Comment considérez-vous le futur développement des négociations anglo-soviétiques ?

— Je crois en leur succès. Et je le dis, non pas par devoir officiel, mais parce que la reconnaissance sans conditions de l'Union Soviétique par l'Angleterre en est le gage. L'Angleterre a compris la signification politique de cette reconnaissance, indépendamment des considérations matérielles. Une attitude semblable envers nous crée une atmosphère favorable à la solution des questions politiques et économiques litigieuses. Actuellement, l'Angleterre occupe dans notre commerce, exportations et importations, la seconde, place après l'Allemagne. Mais, si nous réussissons ici à conclure un emprunt dont la plus grande partie restera en Angleterre pour des commandes à l'industrie anglaise, notre commerce avec l'Angleterre, qui atteint à présent une moyenne de 18 millions de livres sterling par an, en importations, s'élèvera rapidement et considérablement. Cela prouve que la meilleure politique n'est pas celle qui met au premier plan les « notes à payer », mais celle qui crée une atmosphère pour leur règlement favorable

G. DAVID.